



**Numéro 9**

février

2011

[www.fcefrance.fr](http://www.fcefrance.fr)

# fce magazine



**Actualités :**

Christiane Féral-Schull  
élue bâtonnier de Paris  
page 5



**Initiative :**

Des mentors pour  
les chefs d'entreprise  
page 20



**Décryptage :**

L'entrepreneuriat  
au féminin : comment  
les choses évoluent-elles ?  
page 22

La région Nord-  
Pas-de-Calais  
change et  
ça se voit !



page 6

## Rencontres :

Isabelle Capron

Maryam Salehi

page 24

# LE CONT- RAIRE DE SEUL AU MONDE

---

Seul au monde ? C'est le sentiment que chacun éprouve quand il s'agit de préparer l'avenir, protéger ses proches, anticiper les risques de la vie. Le contraire de seul au monde, c'est la promesse que nous vous faisons. Vous accompagner tout au long de votre vie et pour tous vos besoins en prévoyance, santé, épargne et retraite afin de vous apporter le soutien et la sérénité que vous attendez. AG2R LA MONDIALE, 26 rue de Montolon - 75305 Paris cedex 09 - Tél. : 01 55 32 93 00 Fax : 01 55 32 93 32. Pour en savoir plus, rendez-vous sur [www.ag2rlamondiale.fr](http://www.ag2rlamondiale.fr)



**AG2R LA MONDIALE**

PRÉVOYANCE  
SANTÉ  
ÉPARGNE  
RETRAITE

**Marie-Christine  
OGHLY**  
Présidente FCE FRANCE



# éditorial

**Parité,  
LE sujet d'actualité.**

**Marie-Christine  
Oghly**  
réélue Présidente  
du MEDEF  
Ile-de-FRANCE

Notre Présidente a été réélue le 3 décembre dernier, Présidente du MEDEF Ile-de-France pour un nouveau mandat de deux ans. Lors de sa réélection, elle a réaffirmé sa volonté d'intensifier les actions des MEDEF territoriaux et des branches professionnelles pour que la région Ile-de-France conforte son leadership économique face aux autres régions européennes. La compétitivité durable de l'Ile-de-France sera le maître mot des actions qui seront entreprises par l'organisation patronale francilienne au cours des deux années qui viennent. Par ailleurs, Marie-Christine Oghly a rappelé sa détermination à poursuivre la constitution d'un réseau puissant et efficace qui, par sa solidarité, pourra mieux défendre l'entreprise en Ile-de-France.

Née le 5 février 1957. Diplômée d'une Maîtrise de Géomorphologie, d'un DUT Techniques de Commercialisation, d'un DEA Hydrologie et d'un DESS d'Aptitude à l'Administration des entreprises ? Marie-Christine Oghly est Présidente d'EnginSoft France, structure spécialisée dans les logiciels de mécanique des fluides et d'optimisation de calculs et consulting et formation associés.

*Tout d'abord, fin 2010, les élections des Chambres de Commerce et d'Industrie pour lesquelles la réforme n'a pas retenu l'idée de la parité. On connaît aujourd'hui les résultats : environ 14% de femmes élues sur un total de 4 807 sièges. Comme le rappelle dans ce numéro de FCE Magazine, Corinne Dillenseger, rédactrice en chef de Maviepro.fr, environ 30% des entrepreneurs sont des femmes... Cherchez l'erreur !*

*Parité toujours, en ce premier trimestre 2011, le vote de la loi Copé-Zimmermann relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance est une belle avancée. Certes, il aura fallu une loi, mais qu'importe le moyen si le résultat est positif. Car c'est de cela qu'il faut parler, bien plus que des quotas : les enjeux de gouvernance et l'apport des femmes et donc de la diversité dans les réflexions au sein des conseils d'administration. Bien sûr, il y a du chemin à parcourir. Les femmes doivent se montrer désireuses d'occuper ces fonctions. Très certainement, elles devront se former. D'ailleurs, ici et là, nous voyons se mettre en place des programmes de certification dédiés aux femmes que ce mandat attire. Je suis donc heureuse d'annoncer à ce sujet que FCE est partenaire de l'ESSEC dans un programme de ce type. Et j'incite vivement les FCE France à s'y intéresser, se motiver et candidater !*

*En attendant, plongeons nous dans ce numéro qui donne à découvrir de beaux portraits de femmes, et notamment en région Nord-Pas de Calais, dont la capitale Lille et la délégation FCE Grand Lille accueilleront le comité de juillet 2011.*





**10** La région Nord-Pas-de-Calais change et ça se voit !  
*focus*

# sommaire

N°9 - Février 2011

**05** *actualités* | Christiane Féral-Schull  
élue bâtonnier  
de Paris

**08** *focus* | La région Nord-Pas-de-Calais change et ça se voit !

**10** Une terre de réseau

**11** Portraits d'adhérentes

**18** *initiative* | Zoom sur les femmes Femmes Business Angels

**20** Des mentors pour les chefs d'entreprises

**21** *décryptage* | Emploi des seniors : de lents progrès

**22** L'entrepreneuriat au féminin : les choses évoluent-elles ?

**24** *rencontres* | Isabelle Capron, Directrice Générale de Fauchon

**25** Maryam Salehi Directrice Déléguée Générale du Groupe NRJ

**28** *tendance* | Le match des tablettes



## Christiane Féral-Schuhl élue bâtonnier de Paris

Christiane Féral-Schuhl, 53 ans, occupait pourtant la place d'outsider face à son concurrent Pierre-Olivier Sur. A l'issue d'une journée marquée par un fort taux de participation, elle a remporté l'élection avec 5299 voix contre 4963 à Pierre-Olivier Sur. Yvon Martinet, son colistier, prendra, lui, le poste de vice-bâtonnier.

### «Carte féminine»

Les connaisseurs du barreau de Paris avaient pronostiqué l'importance de la «carte féminine» dans ce scrutin. Depuis 2010, les avocates sont en effet plus nombreuses que leurs confrères dans la capitale. On pressentait que beaucoup de femmes, qui n'occupent pas toujours le devant de la scène dans les cabinets,

choisiraient symboliquement une consœur pour les représenter. Autre exemple de ce «féminisme», Brigitte Longuet, (qui avait réuni 2100 voix au premier tour) avait appelé à voter pour sa consœur, souhaitant voir «une femme élue à la tête de l'Ordre». Ce n'est en effet que la deuxième fois qu'une femme occupe cette fonction.

La future bâtonnière a placé sa campagne sous le signe du pragmatisme. Exemple elle-même d'une vraie réussite, elle a développé avec succès son cabinet dans le domaine des nouvelles technologies. Yvon Martinet est, lui, spécialiste du droit de l'environnement. Le binôme est, en revanche, beaucoup moins familier du pénal, le terrain de prédilection de Pierre-Olivier Sur.

Elle succédera à Jean Castelain le 1<sup>er</sup> janvier 2012, comme futur bâtonnier de Paris. Le symbole est fort, bien qu'il ne soit pas inédit, **Dominique de La Garanderie ayant été la première à féminiser la fonction en 1998.**

# *La région Nord-Pas-de-Calais change et ça se voit !*



**15 000**  
étudiants

**100 millions**  
de consommateurs  
à 300 km à la ronde...

Ancienne terre industrielle, la région Nord-Pas-de-Calais a su rebondir à coup d'investissements et de paris sur l'avenir, flairant au passage **les nouvelles tendances d'une économie en pleine mutation.**

Symboles de cette transformation, plus de 800 éco-entreprises sont implantées sur la région qui abrite un pôle d'excellence en dépollution des sites et des sols et des équipements uniques en Europe comme le centre de valorisation organique de Sequedin qui peut traiter 108 000 tonnes de déchets par an et fournir ainsi le biogaz pour 150 bus de la métropole lilloise, ou celui d'Halluin d'une capacité de 350 000 tonnes pour une production d'électricité de 175 GWh/an.

### La recherche et l'innovation comme tremplin

La région Nord-Pas de Calais s'est tournée à la fin des années 90 vers de nouvelles sources de croissance en misant sur la recherche et l'innovation, un domaine où elle accuse encore un retard sur le reste de la France. 3000 chercheurs et techniciens et 250 laboratoires œuvrent dans trois domaines majeurs : la biologie-santé, les technologies de l'information et de la communication, les textiles techniques et innovants. La métropole lilloise dispose ainsi du plus grand complexe hospitalo-universitaire d'Europe avec le parc Eurasanté, un secteur qui emploie plus de 19 000 personnes dans la région. Le campus intelligence ambiante, se concentre lui sur les nanotechnologies et les télécommunications à haut débit. Quant au Centre Européen des Textiles Innovants, le CETI, qui ouvrira ses portes cette année, il axe ses thématiques de recherche sur les matériaux polymères et composites.

### Une attractivité renforcée

Des atouts qui font mouche, la région n'en manque pas. Des infrastructures routières et ferroviaires de premier plan, sept pôles de compétitivité, 150 000 étudiants, un bassin de 100 millions de consommateurs à 300 kilomètres à la ronde et un immobilier deux à quatre fois moins cher qu'à Paris tant pour les entreprises que pour les salariés, suffisent à attirer les plus grands noms. La présence du géant pharmaceutique GSK à Saint-Amand, le transfert du siège français de Bayer de La Défense à Lille ou le renforcement du site de Thalès, témoignent de l'attrait d'une région qui abrite déjà de nombreux sièges sociaux d'entreprises d'envergure mondiale comme Auchan, Bonduelle, Redcats-La Redoute, Leroy-Merlin, Décathlon ou les laboratoires

Genfit. Pour imposer une nouvelle image, la région a notamment joué la carte culturelle. On se souvient tous du formidable retentissement de « Lille capitale européenne de la culture » en 2004 qui a servi de



Le nouveau siège Bayer

tremplin à de multiples initiatives comme « Bonbaysers » de Lille en 2006 ou « Europe XXL » en 2009. Le somptueux musée d'Art et d'Industrie de Roubaix ou la récente extension du LAM (musée d'Art moderne de Lille métropole) à Villeneuve-d'Ascq ont fait la une de la presse et soulignés la richesse du patrimoine artistique local, désormais reconnue par les plus grands acteurs internationaux comme la Saatchi Gallery de Londres qui présente à Lille plus de soixante œuvres de sa

“ Un taux de création d'entreprise en progression de 7 % par an. ”



Dédié aux technologies de l'information et de la communication, le parc **Euratechnologies** abrite déjà près de 70 entreprises. Parmi elles, Microsoft qui s'est engagée à aider la création de vingt start-up par an et la formation d'informaticiens au chômage. Le parc comptera 8000 salariés d'ici 3 ans, avec pour objectif de bâtir la première métropole logicielle d'Europe !



prestigieuse collection d'art contemporain. L'ouverture du Louvre à Lens en 2012 sera le point d'orgue de cette stratégie de reconquête.

### Une Ouverture sur l'international

Les ambitions de la région ne s'arrêtent pas aux frontières de l'hexagone. Elle est même la première région d'accueil d'investissements étrangers en cumulé depuis 1993 avec près de 45 000 emplois créés à la clé. A la manœuvre, Nord France eXperts (NFX) structure pilotée par le Conseil Régional et l'Agence pour la promotion internationale de la métropole lilloise (APIM). Thierry Mabile son directeur, sillonne l'Europe entière pour attirer les entreprises à Lille. « *En 20 ans, c'est toute l'image de la ville et de la région qui a changé. La gare TGV d'Euralille, qui est devenu le troisième quartier d'affaire en France, nous place à moins de 2h de trois capitales européennes majeures : Bruxelles, Londres et Paris. Euratechnologies, pôle d'excellence qui accueille des entreprises de nouvelles technologies, est une véritable concentration de savoir-faire, sans parler de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai voulue par Pierre Mauroy, qui est un laboratoire de l'intégration européenne, réunissant plus de 2 millions d'habitants.* ». Et les investisseurs ne s'y trompent pas puisque chaque année une trentaine d'entreprises s'implante sur la métropole, créant près de 1000 emplois. Une dynamique telle que l'agglomération ambitionne une destinée internationale. Le Nord-Pas-de-Calais est d'ailleurs la troisième région exportatrice derrière l'Île-de-France et Rhône-Alpes et le Conseil Régional a développé un important programme de sensibilisation et d'accompagnement des PME à l'export.

Avec l'Eurostar, Lille est à moins de 2 heures de Paris et 1h30 de Londres. Ici la gare de Saint-Pancrast à Londres.



OT Lille / © Sam Bellef

### Des secteurs clés traditionnels

La région n'en oublie pas pour autant ses fondamentaux en conservant un important pôle industriel centré notamment autour du ferroviaire (10 000 emplois) et du pôle de compétitivité I-Trans qui réunit les principaux acteurs du secteur tels Alstom, Bombardier ou la SNCF, et en se positionnant comme le premier centre européen de la vente à distance (219 entreprises) avec ses acteurs historiques comme La Redoute. Ce secteur et celui de la distribution (Auchan, Leroy-Merlin...) représente plus de 110 000 emplois et tirent les activités logistiques. La région arrive en seconde position en France avec 120 millions de tonnes de flux nationaux et internationaux par an. De grandes entreprises y ont implanté leur plateforme comme Danone, Unilever ou Décathlon et plus de 6 600 sociétés de transports et prestataires génèrent près de 19 000 emplois.

### Un manque de cadres de haut niveau

Malgré la présence de 7 universités et 23 écoles d'ingénieurs, le Nord-Pas-de-Calais a encore du mal à conserver tout ses cerveaux et les entreprises ont parfois du mal à trouver les bons profils, comme le souligne Patrick Duez, directeur de la filiale Lilloise de CB Richard Ellis (immobilier d'entreprise). Lui qui a déjà



*“Nord-Pas-de-Calais, La Créativallée” est la marque économique de la région Nord-Pas-de-Calais. Initiée en 2008 par les leaders économiques et politiques, elle rassemble les acteurs qui font le dynamisme de la région en révélant ce qu’est aujourd’hui le Nord-Pas-de-Calais : Son dynamisme, sa créativité, ses succès.*

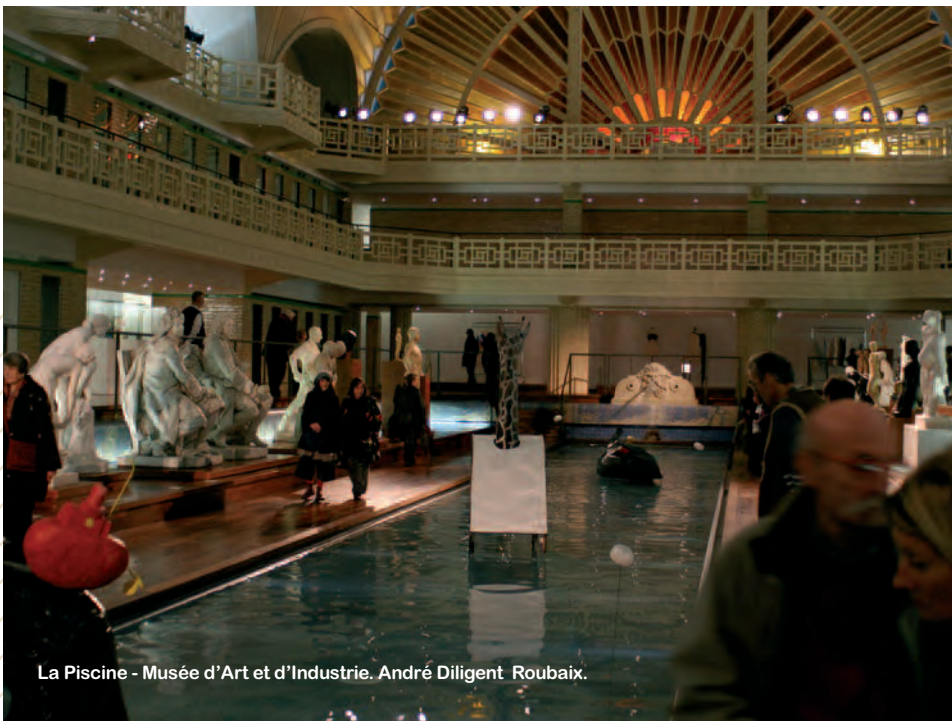


OT Lille / © Sam Bellef

recruté plus d’une quinzaine de salariés, avoue rencontrer « des difficultés à trouver des cadres opérationnels immédiatement ». « Même si les hausses des effectifs cadres dans le Nord-Pas-de-Calais étaient supérieures à la moyenne nationale ces dernières années, le poids relatif des emplois tertiaires supérieurs reste inférieur à celui de villes comme Toulouse ou Grenoble », reconnaît d’ailleurs Eric Picquot, responsable du centre Apec de Lille.



Le tramway dessert le pôle universitaire de Valenciennes.



La Piscine - Musée d’Art et d’Industrie. André Diligent Roubaix.

## Sept pôles de compétitivité

### **I-TRANS, pôle transports**

**terrestres :** faire des régions Nord-Pas de Calais et Picardie un territoire incontournable de la construction de l’espace ferroviaire européen et du développement des transports terrestres,

### **UP-TEX, pôle textiles innovants :**

mettre le textile au cœur des matériaux du futur et booster le développement des activités et marchés textiles,

### **AQUIMER, pôle filière produits**

**aquatiques :** l’exploitation rationnelle et durable des espèces pérennes et la valorisation des produits et co-produits de la pêche et de l’aquaculture,

### **PICOM, pôle industrie du**

**commerce :** développer un pôle de référence mondiale pour la distribution du futur,

### **NSL, pôle nutrition-**

**santé-longévité :** prévenir et traiter, via la nutrition, les troubles métaboliques et cardiovasculaires et les pathologies associées, ainsi que les maladies associées au vieillissement,

### **MAUD, pôle matériaux et applications pour une utilisation durable :**

développer l’innovation dans les domaines des arts de la table, de l’imprimerie, et du packaging-emballage,

**Team<sup>2</sup> (Technologies de l’environnement appliquées aux matières et matériaux)** axé sur les technologies du recyclage.



Euro Santé

## Une terre de réseaux



Qu'ils soient professionnels, sociaux ou culturels, les réseaux ont ici trouvé une terre fertile. L'esprit d'entraide et de partage, tout comme la convivialité propre aux gens du Nord y est sans doute pour beaucoup.

C'est tout l'ensemble du tissu économique et social de la région qui est ainsi irrigué par une multitude de clubs et d'associations qui visent à mutualiser les compétences, les savoir-faire, les ambitions autour de valeurs communes et un attachement très fort au territoire. Les plus puissants regroupent chefs d'entreprises et décideurs économiques à l'image du Comité Grand Lille, une structure de réflexion, de proposition et de lobbying, créé en 1993 par Bruno Bonduelle, grande figure locale qui vient de quitter la présidence de la CCI Grand Lille. Fort de 800 membres, ce comité aujourd'hui présidé par Philippe Vasseur, président du Crédit Mutuel Nord Europe et du réseau Alliance pour une économie responsable, se veut l'aiguillon d'un Nord innovant et performant. Dernière ambition en date, le lancement en 2011 d'une Fondation partenariale Université Lille Nord de France dont l'objectif sera d'amplifier le partenariat public-privé entre universités et monde économique.

### Accompagner le renouveau économique

Créée en 2007, « Lille Place Tertiaire » a pour ambition de faire de la capitale des Flandres et de sa région, un pôle de services transversaux à haute valeur ajoutée, qui anticipe le changement, et innove en permanence tant pour les entreprises que pour le territoire. Là aussi, il s'agit de développer les partenariats. Pour mener à bien sa mission, l'association s'appuie sur un ensemble de clubs d'expertises autonomes dans les domaines de la finance du juridique de l'assurance ou du marketing... Ce bouillonnement des idées, c'est aussi ce que recherche le « Club Développeurs », le réseau des entreprises de santé de la région, pour mieux anticiper les problématiques du marché et réfléchir collectivement à des partenariats commerciaux et des alliances stratégiques. Sur ce même secteur, le tout nouveau réseau social « Talent Pharmacie » entend bien suivre son exemple. Et ce type d'initiatives tend à se multiplier dans tous les domaines d'activité. Un besoin d'échanger si fortement ancré dans les mentalités, que la start-up lilloise Crezeo, hébergée par l'incubateur de l'université Lille 1, en a fait son crédo en proposant d'animer des réseaux sociaux professionnels orientés métier.

### Rester connecté

« Loin des yeux, loin du cœur » prétend le dicton. A coup sûr son auteur n'était pas un Ch'ti. Les gens du Nord restent profondément attachés à leur région d'origine où qu'ils soient dans le monde. C'est pour répondre à cette soif de rester connecté à ce qui constitue leurs racines, qu'en 2005 la Ch'tribu a vu le jour. Un réseau international (2000 membres) pour développer l'image du Nord Pas de Calais, sa notoriété et son attractivité à travers le monde. Support de cette communauté, le site [chtribu.com](http://chtribu.com) nous fait découvrir à travers des reportages, des portraits et des manifestations, combien la culture ch'ti est riche de talents qui s'expriment dans les domaines les plus divers. Rendez-vous majeur, le chtiday célébré tous les ans à la Saint-Nicolas le 6 décembre, est l'occasion de célébrer la ch'ti touch en toute convivialité pour rester fidèle à la tradition locale.

[www.chtribu.com](http://www.chtribu.com)





© Micaël Libert

## « Je ne voulais pas dépendre des autres »

En fondant l'agence Scherzo, Christine Nacry voulait se prouver à elle-même et aux autres qu'elle pouvait prendre en main son destin et mener à bien un projet personnel là où beaucoup doutait. Il est vrai que rien ne prédestinait la jeune Lilloise, qui a débuté sa carrière professionnelle en vendant des dictionnaires en porte à porte, à une telle réussite. Mais sa rencontre, début des années 80, avec le patron d'une entreprise de BTP en décidera autrement.

### L'apprentissage sur le tas

« J'avais été recrutée comme Attachée de direction, mais sans affectation particulière. A l'époque la communication d'entreprise en était encore à ses balbutiements, surtout dans les PME. Un jour il est arrivé un journal interne d'entreprise à la main en me disant : « je veux la même chose ! », et c'est comme ça que tout a commencé ». En faisant appel aux conseils de professionnels, Christine Nacry lance ainsi le journal de cette entreprise de 700 salariés, crée son logo, organise les réunions d'expressions des salariés, issues des lois Auroux, et monte la première convention d'entreprise. « Comme les pièces d'un puzzle qui s'imbriquent, j'ai découvert au fur et à mesure de mes expériences les différentes facettes du métier ». En 1985 elle entre au Conseil Régional, un versant plus institutionnel de la communication, afin de lancer la grande nouveauté du moment : le minitel. Puis c'est le Comité régional du tourisme où elle connaît un tournant décisif dans sa vie.

### Etre son propre maître

Alors qu'elle brigue le poste de directeur du développement, la place lui échappe. Un coup du sort qui l'oblige à se remettre en question et

à s'interroger sur ses envies. Bien que remarquée par un cabinet de recrutement pour le poste de secrétaire général d'une grande entreprise, elle décline l'invitation pour se lancer en 1990 dans l'aventure de l'entrepreneuriat. « Je ne voulais plus dépendre des autres » déclare-t-elle. Son premier client sera la zone industrielle de Seclin qui lui confie l'édition d'un bulletin de liaison. Vingt ans plus tard, c'est toujours son agence qui s'en occupe.

### Promouvoir l'entrepreneuriat féminin

Une fois de plus, c'est le hasard des rencontres professionnelles qui lui fait croiser la route de Chantal Lecocq, traiteur de son état, qui était alors présidente de la délégation des FCE et qui la convainc de rejoindre le mouvement. « C'était ma première expérience du réseau et un vrai bonheur de sortir de la solitude » se souvient-elle encore aujourd'hui. Depuis 5 ans, c'est elle qui en tient les rênes. « Il a fallu remonter la délégation en s'ouvrant à de nouvelles recrues, en majorité de jeunes chefs d'entreprise, et en lui donnant un axe de développement. La région connaissant un véritable boom de la création d'entreprise, nous avons lancé le Trophée « Elles créent en Nord-Pas-de-Calais » afin de s'inscrire pleinement dans ce mouvement. Une initiative unique dans la région qui a mis un coup de projecteur sur l'association ». Et comme une si belle aventure ne saurait s'arrêter, Christine Nacry a trouvé celle qui lui fera vivre un nouvel élan et à qui elle transmettra son entreprise, Juliette Hurez, une acheteuse aguerrie qui a déjà conquis de nouveaux clients. De son côté, Christine Nacry, s'appuyant sur l'établissement secondaire de Scherzo au Touquet, est depuis fin décembre élue consulaire de la CCI Côte d'Opale.

**Présidente de la délégation Grand Lille, Christine Nacry est une pionnière de la communication d'entreprise dans la région. Un métier que cette autodidacte a découvert de façon empirique en sachant saisir les opportunités.**



Une partie de la délégation FCE de Lille.

© Barbara Grossman



**Eva Escandon,  
présidente de  
la délégation  
Côte d'Opale**

**Eva Escandon  
(48 ans)  
ne fait pas les choses  
à moitié.  
Elle a créé elle-même  
la délégation  
FCE Côte d'Opale  
en janvier 2008.**

## « Revendiquer sa juste place dans les instances »

« En tant qu'élue consulaire, en 2007 j'ai d'abord lancé le club <les elles de l'industrie> travaillant sur tous les freins à la mixité dans le monde du travail notamment dans le monde industriel, univers trop uniforme et masculin - notre credo étant de défendre la richesse de la diversité et de la mixité comme outil de performance des entreprises. » Puis quand elle a appris l'existence de femmes chefs d'entreprise, elle a pensé que cette association pouvait parfaitement permettre au territoire de travailler sur la parité dans les institutions et les mandats. « A l'occasion des élections consulaires, cette action était totalement judicieuse pour notre territoire et les femmes chef d'entreprise. » Maman d'un fils de 20 ans, Eva Escandon connaît bien le monde industriel à travers la PME familiale de 80 salariés qu'elle dirige. Fondée par son père en 1976, les activités principales sont la chaudronnerie, la tuyauterie et la mécanique. Elle a succédé à son père en janvier 2009 à la tête de l'entreprise, après l'avoir codirigé avec lui pendant 15 ans.

### Travailler le développement personnel

Sa délégation compte actuellement une trentaine d'adhérentes d'horizons assez différents - transport, coiffure, expertise comptable, etc. « Nous nous réunissons une fois par mois et recevons des personnalités et des experts. » Elles organisent aussi des journées de formation

autour du développement des entreprises ou du développement personnel de chef d'entreprise. « Nous avons défendu dès notre création la nécessité de la parité économique dans les institutions économiques. » Finalement la délégation l'a obtenu sur la liste Côte d'Opale. Il s'agit d'ailleurs de la seule liste paritaire du Nord Pas Calais ! « Je suis industrielle et élue consulaire, je travaille donc dans un milieu extrêmement masculin et je dirais même <machiste>, la bataille s'imposait ! »

En 2010 l'action phare de la délégation est l'engagement pour la parité au sein de la nouvelle CCI Côte d'Opale. La délégation a lancé un large débat public sur ce nouveau territoire en construction issu de trois territoires : Dunkerque, Calais, Boulogne. L'objectif était d'initier une réflexion de changement et d'obtenir 25% de femmes sur la liste, 25% représentant le nombre de femmes chefs d'entreprise sur ce territoire. De ce large débat est sorti un livre blanc : « le cahier des changements » Un autre grand projet s'annonce : « Nous nous lançons en 2011 sur la création d'entreprise au féminin et créons le <CREF> Centre de Ressource de l'Entreprenariat au Féminin - Côte d'Opale ». D'après Eva Escandon pour les FCE les défis restent toujours les mêmes, elles doivent revendiquer leur juste place dans les instances et dans le monde économique. « Dans l'avenir nous souhaitons continuer à diversifier les entreprises représentées et cherchons à travailler sur tout ce qui peut aider nos adhérentes à se développer ».



## « Nos FCE ne sont pas des suffragettes »

**Anny-Claude Morisaux,  
Présidente de la délégation  
FCE Cambrai**

Cette mère de deux enfants adultes s'est très vite passionnée pour le domaine Scierie et Négoce de bois et de matériaux - l'activité principale de la SA Morisaux basée à Avesnes-les-Aubert. Très vite reconnue par la profession et la filière bois, elle est aujourd'hui présidente du syndicat des produits forestiers et scieurs et de la commission formation de la filière Nord Picardie. D'ailleurs elle vient d'attaquer son troisième mandat d'élue de la CCI du Cambrésis.

### Une entente amicale

Anny-Claude Morisaux a accepté de porter sa candidature aux fonctions de présidente de la délégation FCE de Cambrai sur la proposition des anciennes présidentes, « à une époque où la délégation avait des signes de vieillissement et des turbulences. » Créée en 1984, celle-ci a compté 42 adhérentes en 1990, puis ce fût les départs en retraite pendant un temps où dans la région très peu de femmes étaient chef d'entreprise. Aujourd'hui la délégation compte 15 adhérentes et « l'entente est amicale. » La plus grande partie d'entre elles dirigent des TPE – il s'agit de femmes avec des entreprises de 20 salariés en moyenne « et même une dirigeante qui a repris une entreprise de confection textile (garnissage de cercueils) et négoce de funéraires avec 47 salariés. »

### Répondre aux problématiques

La présidente consacre à la délégation au moins huit heures par mois. L'un des objectifs phares est de trouver des intervenants pour répondre à des problématiques ponctuelles différentes de celles exposées dans les Chambres de Commerce. « *Le thème directeur national est souvent une ligne de conduite quand il correspond à la taille des entreprises de la délégation.* » Mme Morisaux sait par exemple que ses adhérentes ne s'intéressent pas à l'international et à l'export et elle défend leurs convictions avec vigueur : « *Nos FCE ne sont pas des <suffragettes>, elles veulent être reconnues comme n'importe quel chef d'entreprise. Je dis souvent qu'un chef d'entreprise est asexué !* » D'après Anny-Claude Morisaux, ces dirigeantes sont très preneuses de modernités et d'innovations dans tous domaines et pas seulement en ce qui concerne l'environnemental ; très attachées aux valeurs fondamentales de la famille, de la société capitaliste et aux valeurs traditionnelles. Et comment voit-elle l'avenir de sa délégation ? « *En passe de remettre la présidence, j'espère que le sang neuf continuera de resserrer les rangs, l'appui du national est important s'il reste objectif, proche des adhérentes sans s'attarder aux peccadilles : il faut rester au dessus de la mêlée pour continuer à être grandiose – c'est l'attrait des gagnants.* »

**Avec une licence de lettres modernes en poche, Anny-Claude Morisaux (57 ans) a enseigné au début de sa carrière l'économie-gestion dans un lycée professionnelle. « Lorsqu'on a proposé à mon mari la reprise de l'entreprise familiale, j'ai accepté de collaborer à sa gestion et à son développement. »**



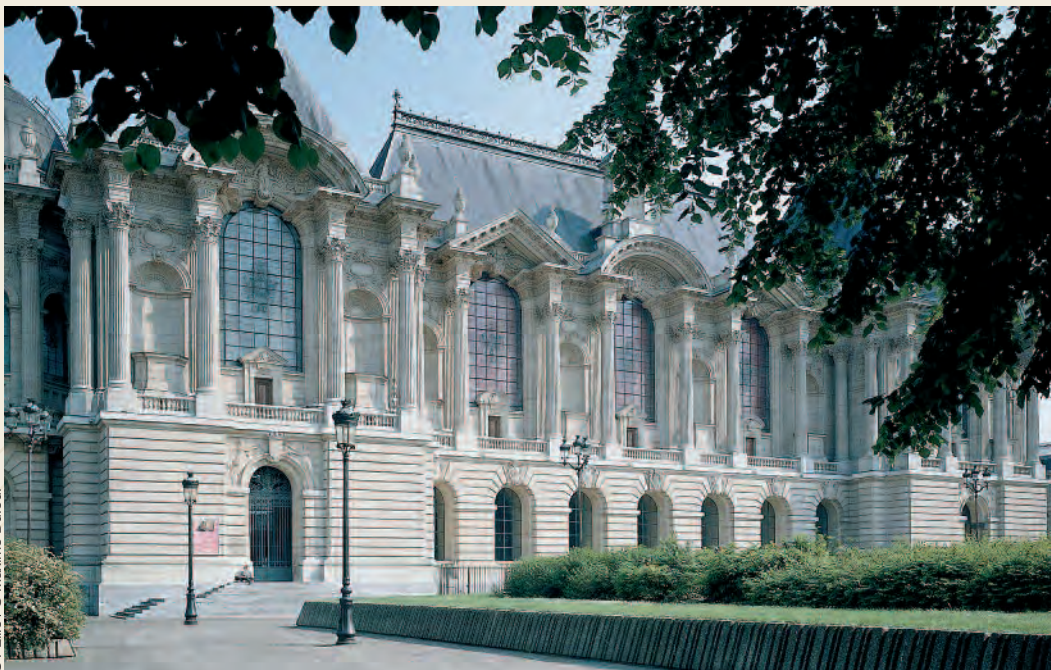
**Isabelle Hottebart**

## Portraits d'adhérentes

### Délégation du Grand Lille

#### « Mon fils assurera la troisième génération »

Isabelle Hottebart (51 ans) a dû s'imposer dans un métier masculin. Elle a intégré l'entreprise familiale DE GRAEVE SAS en 1981 et a pris la relève en 1993 en tant que présidente. Spécialisée en grande cuisine et blanchisserie industrielle, son père Arthur De Graeve a fondé cette maison en 1962. Il s'agit d'une activité dite de second œuvre du bâtiment. *« Je me suis beaucoup investie pour assurer la succession familiale, sachant que dans cette profession, il n'y avait pas beaucoup de femmes et qu'il a fallu transformer ce <handicap> en avantage ! »* L'activité principale est la vente, l'installation et le suivi SAV des équipements de cuisine et blanchisserie auprès des collectivités publiques et privées sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais. *« Nous conseillons nos clients sur du matériel de bonne fabrication en fonction de leur budget, de leur espace et de leurs contraintes de fonctionnement ».* Depuis huit ans cette dirigeante adhère à la délégation FCE Grand Lille. *« Nous sommes toutes sur des secteurs d'activités différents mais chacune est confrontée aux mêmes exigences et difficultés. Pouvoir échanger sans réserve sur nos bonnes et mauvaises expériences est très riche et permet de prendre un recul profitable sur sa propre gestion ».* Isabelle Hottebart a déjà préparé la succession de son entreprise. Charles, l'aîné de ses trois fils, l'a rejointe pour assurer la troisième génération. Il a obtenu une « solide formation » à l'EDHEC Lille, a travaillé pendant trois ans à Paris et une année en Chine. Elle conclut : *« C'est un très bel aboutissement pour moi de passer du père au fils. Notre nouvelle collaboration est très bénéfique car elle conjugue dynamisme et expérience ».*



OT Lille / © Maxime Dufour



Rita Vivard

## Délégation Côte d'Opale

### Une autodidacte passionnée par l'entreprise et les jeunes

Rita Vivard a un parcours professionnel encourageant : dans les années 80, elle a dû abandonner ses études pour des raisons familiales. Aujourd'hui l'autodidacte de 46 ans est gérante de la TPE « Vivard Services » créée en 2001 avec son époux. Dans l'atelier sont fabriquées des pièces métalliques en tôlerie fine, en acier, aluminium et inox - sur plan, sur modèle et sur mesure. Son entreprise basée à Zegerscappel compte deux salariés : son mari et une jeune femme qui entretient les locaux. Maman de quatre enfants, dont un fils de 25 ans formé à la soudure dans l'entreprise, Rita est adhérente de la délégation Côte d'Opale depuis sa création, en janvier 2008. Elle n'y souhaite pas seulement partager des expériences avec d'autres FCE, mais aussi inciter celles-ci à être présentes dans toutes les instances économiques. Elle veut également faire découvrir aux jeunes filles tous les métiers qui sont accessibles tant aux hommes qu'aux femmes. De plus, elle souhaiterait faire connaître les réalités du monde des entreprises aux jeunes afin de leur donner un large choix d'orientation, « *puis développer l'entrepreneuriat au féminin par des actions au sein des collèges, auprès des universités et des lycées professionnels en témoignant de mon parcours de créatrice* ».

Depuis peu Rita Vivard est membre de l'assemblée permanente de la CCI Côte d'Opale. Selon elle, l'avenir des femmes dirigeantes en France et dans sa région ne peut que s'améliorer. « *Nous sommes une équipe de FCE de la Délégation Côte d'Opale occupée à créer un <CREF (Centre de Ressource de l'Entrepreneuriat au Féminin) Côte d'Opale> qui verra le jour très prochainement et dont je prendrais la présidence. Les objectifs seront de développer par tout moyen l'entrepreneuriat au féminin sur notre territoire et de favoriser, notamment par le biais du mentorat, la pérennité des nouvelles entreprises* ».



Nicole Toilliez

## Délégation de Cambrai

### Acquerir une confiance grâce aux FCE

Pour Nicole Toilliez ce fut un défi de reprendre en 1993 l'entreprise de chauffage de son mari décédé. Secrétaire administrative, elle a dû tout apprendre « *surtout au niveau technique, et j'étais confrontée à un milieu professionnel masculin* ». Si elle a d'abord dirigé l'entreprise en nom propre, elle a créé en 1999 l'EURL Toilliez. « *Reprendre cette affaire avait une dimension sentimentale - j'ai souhaité acquérir de la confiance et pérenniser le nom* ». Basée à Saint Python, la TPE propose aujourd'hui l'installation de chauffages et de sanitaires, le SAV, et la pose de climatisations et de systèmes autour des énergies renouvelables.

### Developper l'affaire

Mère d'un enfant, Nicole Toilliez s'est formée pour devenir responsable gaz – désormais une obligation pour continuer dans ce secteur. Elle emploie trois salariés et a suivi une formation dans le domaine des énergies renouvelables en 2009 afin de recevoir l'agrément « Qualisol » pour le solaire. « *J'aimerais aussi obtenir l'agrément QualiPV pour l'installation des panneaux photovoltaïques et QualiBois afin de diversifier et développer l'entreprise* ». Elle est adhérente de la délégation FCE Cambrai depuis 2004. « *L'association permet d'acquérir une confiance, de se sentir plus forte et de sortir un peu de sa vie de chef d'entreprise* ». Elle trouve qu'en tant que femme, ce n'est pas facile de s'imposer - encore moins dans un milieu masculin. Si la délégation est là pour conseiller ses membres, elle sait que dans la vie de dirigeante les obstacles à surmonter sont nombreux. Pour mieux les affronter, cette chef d'entreprise de 57 ans, a aussi intégré la Médecine du Travail en tant qu'administrateur et la CCI de Cambrai au sein d'un club entreprise.



## A quelques minutes de Lille, une nouvelle délégation étoffe le réseau belge



Pour en savoir plus :  
[www.fce-vvb.be](http://www.fce-vvb.be)

Fondé en 1949 par Annie Vandenschrik, Le réseau des femmes chefs d'entreprise de Belgique s'appuyait jusqu'à ce jour sur 5 délégations régionales : Bruxelles, Antwerpen, Liège, Gent, Namur. Dans ces régions, comme dans la plupart des zones frontalières françaises, l'association connaît depuis peu un renouveau, marqué par un regain des échanges, auquel la « Wallonie Picarde » ne pouvait que s'associer.

C'est le 8 mars dernier que cette délégation, qui compte déjà 23 membres, s'est constituée autour d'un groupe de fondatrices rassemblant des dirigeantes capables de prendre des responsabilités et de donner de la crédibilité au réseau. « Outre la diversité des fonctions, une bonne répartition géographique sur tout le territoire de la Wallonie Picarde a été un critère

pour ce premier recrutement. Le groupe devrait à brève échéance s'étoffer par cooptations successives » précise Régine Desreumaux, présidente de la délégation. Thème central de son action : l'aide aux jeunes créatrices d'entreprise. « Il s'agit d'accompagner la dynamique régionale en la matière », souligne-t-elle. Leurs consœurs du Grand Lille ont été très présentes lors de la création et ont tout de suite émis le souhait de travailler ensemble. « Elles nous ont notamment proposé de réfléchir à une édition transfrontalière du trophée « Elles créent en Nord-Pas-de-Calais ». Si cela n'a pu se faire pour l'édition 2010, nous espérons bien, concrétiser ce projet et bien d'autres, en 2011. Nos deux délégations doivent d'ailleurs se rencontrer dans cette perspective dans les prochaines semaines ».



Virginie Delzenne

### Délégation Wallonie-Picardie

#### « Une véritable amitié féminine... »

Virginie Delzenne est fière de diriger une entreprise familiale. L'imprimerie belge Diaprint a été fondée en 1895 par son arrière-arrière-grand-père. Agée de 45 ans, Virginie Delzenne occupe le poste d'administrateur délégué depuis 20 ans. De nature passionnée, elle essaie d'inculquer ce souffle à ses collaborateurs. Basée à Ath - son imprimerie compte aujourd'hui 15 salariés. La clientèle est majoritairement constituée de PME et d'organismes publics. « Nous imprimons les documents administratifs, mais également les documents publicitaires qui servent dans les entreprises. » Diaprint est spécialisé sur les produits destinés au marketing direct (étiquette sésame, cartes intégrées, etc), et produit aussi de l'étiquette.

En mars 2010, Virginie Delzenne a aidé l'actuelle présidente Régine Desreumaux à lancer la délégation FCE Wallonie-Picarde. Aujourd'hui ce réseau compte une vingtaine d'adhérentes « toutes les plus extraordinaires les unes que les autres ». Maman de deux enfants de treize et onze ans, cette chef d'entreprise constate : « L'esprit qui règne est véritablement une amitié féminine dotée d'une force d'entreprendre. » Pour elle l'adhésion lui permet de se sentir moins « isolée ». Elle estime que l'appartenance à un groupe est toujours plus rassurante, et qu'on a ainsi le sentiment d'existence réelle dans le monde des affaires. « Et en même temps, le partage avec d'autres personnes qui ont des métiers différents est enrichissant. L'expérience vécue par les autres peut toujours apporter des éléments dans ma propre vie. »



# **PUB reunica**

# Zoom sur les « Femmes



Agnès Fourcade est présidente des Femmes Business Angels depuis juin 2008.

**Les membres de cette association investissent dans des projets d'entreprises innovants et à fort potentiel. Puis elles accompagnent de façon bénévole les porteurs de ces projets pour les aider à développer leur affaire. Tour d'horizon...**

Créé en 2003, les débuts du réseau « Femmes Business Angels » (FBA) étaient basés sur un pari. Selon Agnès Fourcade, présidente depuis juin 2008, au moment de la création, l'activité de Business Angels (BA) était encore très peu répandue chez les femmes. Elles ne représentaient que 3% de l'ensemble des personnes impliquées en France. « Il fallait donner l'exemple, montrer que les femmes étaient tout à fait capables de se lancer et d'être d'excellentes business angels. Nous y sommes parvenues, elles représentent plus du double aujourd'hui et surtout l'idée que c'est possible et souhaitable s'est répandue, en grande partie grâce à notre notoriété. » Si Agnès Fourcade estime que le bilan du réseau s'avère aujourd'hui très positif, elle sait aussi qu'il reste encore beaucoup à faire...

## Une sélection rigoureuse

Agnès Fourcade anime l'association basée à Paris avec les neuf autres membres bénévoles du Conseil d'administration. Le réseau compte actuellement 70 membres actives qui se réunissent chaque mois pour détecter les porteurs de projets les plus intéressants, ceux qui déboucheront sur des sociétés innovantes à fort potentiel. La sélection est alors sévère et rigoureuse avec une cible étroite. « Nous recevons chaque année environ 300 projets, seuls une cinquantaine passent nos filtres. Et seulement 10 à 15 d'entre eux sont financés par an après étude approfondie par nos investisseuses. Nous avons ainsi investi dans 53 projets depuis le début, dont 50 toujours <en vie>. » Les FBA s'engagent à investir au minimum 20K€ sur deux ans. Ces investissements doivent avant tout contribuer à dynamiser la vie économique et

la création d'emplois dans des secteurs d'activité innovants et d'avenir. Actuellement un bon nombre de projets est tourné vers le développement durable, les nouvelles technologies au service de grandes causes, ainsi que des solutions d'aide par le web à des TPE/PME ou des offres aux particuliers visant là encore à simplifier ou améliorer leur quotidien (parents, personnes âgées ou éloignées etc...).

## Du consulting pour les jeunes créateurs

Les membres du réseau qui ont de solides expériences de management et conduite de projets ou de structures, peuvent apporter non seulement une partie de leurs moyens financiers mais aussi une partie de leur temps en consulting et coaching, si elles le souhaitent. « Le choix d'accompagner de jeunes porteurs de projets (hommes ou femmes, juniors, confirmés ou seniors) est aussi un moyen de mettre à disposition de porteurs de projets, les aptitudes entrepreneuriales de beaucoup de femmes qui n'ont pas pu ou pas osé créer elles-mêmes leurs entreprises. », souligne Agnès Fourcade.

Quelles sont les différences des FBA par rapport aux capitaux-risqueurs ? Elles investissent avec leurs propres capitaux et non avec l'argent des autres. « Nous accompagnons les porteurs de projet de nos diverses compétences, de façon bénévole, pour les aider à développer leur affaire : notre rôle ne se limite pas au contrôle. Nous sommes différentes aussi par les valeurs que nous partageons, l'implication que nous y mettons et surtout les objectifs que nous nous fixons qui sont loin d'être uniquement tournés vers les plus-values éventuelles. » Le but est de convaincre des femmes de plus

# Business Angels »

en plus nombreuses de rejoindre le cercle des Business Angels pour le plus grand bien des créateurs d'entreprises et des personnes qu'ils pourront ainsi employer. En bref : être un exemple d'implication de femmes dans la vie économique, agir pour la croissance et refuser de subir la crise et la sinistrose.

« *Les dernières mesures fiscales vont nous mettre des bâtons dans les roues, et c'est très regrettable à un moment où enfin, de plus en plus de monde commençait à s'intéresser aux jeunes pousses.* » Les FBA ont vigoureusement réagi par une lettre ouverte au législateur pour défendre tout particulièrement l'amorçage qui est très menacé par le « rabotage ». Le dégrèvement fiscal n'est cependant pas le but. Il représentait une aide considérable pour des investissements en réalité très risqués. Il s'avère donc très important d'encourager les membres à prendre encore plus de risques, ce qui n'est pas facile dans le contexte actuel. « *La formation est une des solutions pour mieux se prémunir contre les déboires et continuer à soutenir notre cible. Nous allons la renforcer, car sinon les capitaux risquent fort de s'orienter vers des entreprises plus matures au détriment des créations.* »

## Premier réseau féminin en Europe

Les FBA représentent aujourd'hui le premier réseau français de BA au féminin et le premier réseau européen. Certaines membres installées à l'étranger encouragent le réseau français à continuer à s'ouvrir aux femmes européennes issues d'autres pays. « *Les FBA suivent de près les initiatives et actions de l'EBAN (European Business Angel Network) qui est le représentant à Bruxelles de centaines de réseaux de BA en Europe.* » L'association parisienne partage

pleinement les déclarations faites à l'occasion de l'université d'hiver de l'EBAN : 'Women are excellent investors and make natural business angels as they are good at building relationships and working collaboratively. 'Women are in a position to bring both their financial capacity, business skills and experience to support the growth and success of innovating small businesses, offering the potential for significant returns.' On estime à plus de 250 le nombre de réseaux de BA en Europe et l'EBAN rassemble plus de 100 organisations membres dans 28 pays différents. Mais la présence de femmes dans ces clubs reste très faible. Elle s'élève environ entre 2 et 10%, selon la taille du réseau - ce qui reflète assez bien un retard constaté partout qu'il faut encore réduire dans l'univers des BA.

## Solidarité et collaborations

A plusieurs reprises les FBA ont entraîné d'autres clubs à les suivre, particulièrement dans des projets autour du développement durable, des nouvelles technologies ou des services à la personne. Le réseau recense actuellement ses meilleures pépites qui ont déjà rencontré la réussite. D'autres, en raison de leur caractère très innovant n'ont pas encore trouvé leur marché, mais ont encore toutes leurs chances tant que les FBA les soutiennent. Comme la demande de capitaux dépasse souvent la capacité d'un seul réseau, l'association pratique beaucoup de co-investissements avec ses confrères et réseaux amis. « *Cela se passe très bien, et tous reconnaissent la richesse du regard féminin sur les projets, en complément de l'œil majoritairement masculin de tous les autres clubs.* », conclut Agnès Fourcade.



Pour en savoir plus :  
[www.femmesbusinessangels.org](http://www.femmesbusinessangels.org)





**Martine Liautaud** est l'une des rares femmes en France à diriger une banque d'affaires, Liautaud & Cie, créée en 2000, à la fois conseil de poids-lourds du CAC 40 et investisseur dans des PME. Spécialiste des fusions-acquisitions, elle a travaillé une quinzaine d'années chez Indosuez avant de voler de ses propres ailes. Elle vient de lancer une initiative inédite : **Women Business Mentoring Initiative**. Un programme d'accompagnement pour femmes entrepreneures. Explications.

## Des mentors pour les chefs d'entreprise

### Pourquoi ce programme ?

J'ai eu la chance, dans ma propre carrière, de bénéficier de façon informelle de l'attention et des conseils de remarquables mentors : Jack Francès, le fondateur du groupe Suez, Francis Bouygues ou encore Serge Kampf, le créateur de Cap Gemini. Ils m'ont, chacun à leur manière, encouragée et poussée à créer mon entreprise, à aller au bout de mes idées et de mes envies, et à surmonter les obstacles. Leur seule motivation fut de m'aider - sans jugement. Mais ce type de rencontres professionnelles, attentives et « désintéressées », est encore très rare, trop rare ! C'est pour répondre à ce vide qu'avec des amis, anciens élèves de Stanford, et des dirigeants partageant le même sentiment, nous avons imaginé une démarche d'accompagnement structurée. Et décidé de porter notre attention sur les femmes entrepreneures, car leurs difficultés demeurent souvent plus grandes.

### Comment allez-vous sélectionner ces femmes ? Qu'allez-vous leur apporter ?

Notre ambition est pour l'instant modeste. Nous visons la qualité et non la quantité : pour la première année, nous nous limiterons probablement à une dizaine de dossiers. Seules seront retenues les femmes à la tête d'une entreprise ayant déjà trois ans d'existence. Nous avons mis en ligne sur notre site un dossier très complet à remplir par la future « mentee », qui devra réfléchir très précisément à ses besoins.

Les porteuses de projet sélectionnées bénéficieront d'entretiens réguliers et individualisés avec leur mentor, pendant six à neuf mois. En

contrepartie, elles devront s'investir avec régularité et sérieux en n'hésitant pas à faire part de leurs doutes et de leurs questions à leur mentor, en toute franchise. Tous nos mentors sont bénévoles et WBMI n'est pas un investisseur financier. Pour être objectif et efficace, il ne faut pas qu'interfèrent des considérations de rémunération. Mais bénévole ne signifie pas amateur. Nos mentors sont des professionnels de l'entreprise. Ils en connaissent les ressorts et les embûches. Ils s'appuient sur une longue et riche expérience. Ils ouvriront aux « mentees » leur carnet d'adresses et leur réseau. Mais plus encore, ils les écouteront, les questionneront, les challengent.

### A partir de quand considérerez-vous que l'initiative sera un succès ?

Le premier critère de succès sera la qualité des dossiers reçus. Ensuite, nous serons très attentifs à la bonne adéquation entre mentors et mentees : si la paire fonctionne et si chaque partie est satisfaite, ce sera une autre raison de nous réjouir. Enfin, nous espérons que les mentees nous tiendront informés des progrès enregistrés après le mentoring : d'expérience, je sais que c'est toujours un grand plaisir et une certaine fierté de savoir que l'on a pu être utile à l'autre !

# Emploi des seniors : de lents progrès

**A** lors que l'emploi des seniors demeure un sujet de controverses dans les entreprises, la récente étude du cabinet de consultants suédois Mercuri Urval, réalisée auprès de 95 entreprises représentatives (six mois après l'échéance du 31 mars aggravant les sanctions pour les entreprises n'ayant pris aucune initiative), laisse entrevoir quelques avancées.

## L'accord d'entreprise et le tutorat privilégiés

Faute d'accords de branche, les entreprises ont très largement construit leurs propres plans seniors pour aboutir à un accord d'entreprise (51%) ou à un plan unilatéral (41%). Pour Maître Jean-Marc LAVALLART, avocat spécialisé en droit social, « les résultats 6 mois après l'échéance du 31 Mars 2010, ne sont pas surprenants. La proportion des accords d'entreprises souligne bien la difficulté de traiter ce sujet au niveau des branches. »

Les trois quarts des ces plans ou accords seraient aujourd'hui en cours. 70% des mesures retenues et éventuellement mises en œuvre sont de nouvelles mesures, ce qui souligne l'impact positif du décret sur les plans en faveur des seniors.

« Nous commençons, chez nos clients, à observer une modification des comportements et une volonté de privilégier les compétences sans critère d'âge. C'est un signe positif à retenir, dans une conjoncture de l'emploi qui reste malheureusement très défavorable aux seniors », souligne Sylvain Grevedon du cabinet Mercuri Urval. Effectivement, si les entreprises affichent une volonté de recruter des seniors, seules 6 %

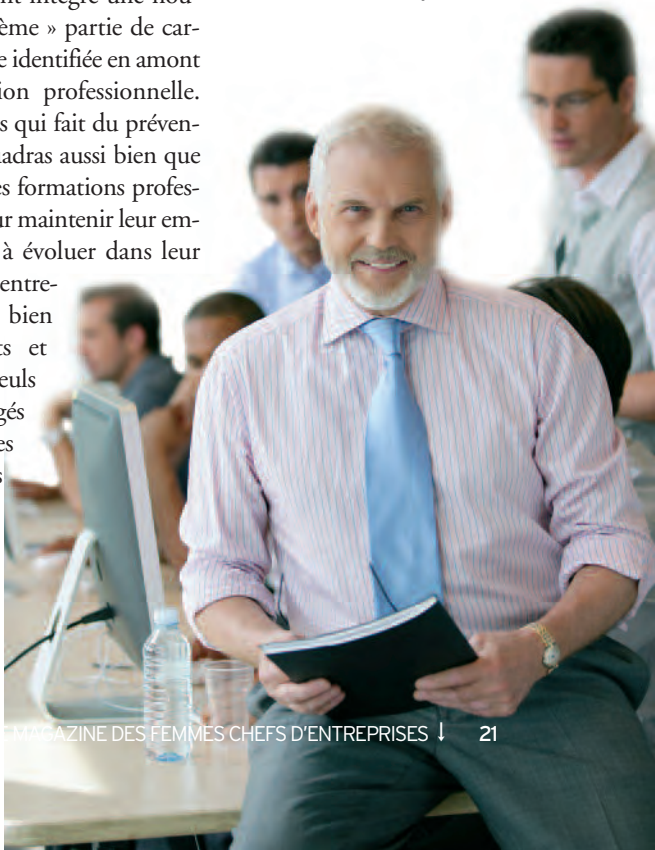
d'entre-elles ont réellement embauchés depuis le mois de mai 2010 et le taux de chômage des plus de 55 ans a progressé de 15,3% entre octobre 2009 et octobre 2010. Rien d'étonnant dès lors que ce soit le maintien dans l'emploi qui soit avant tout favorisé (à plus de 70%) que ce soit par la formation et le tutorat permettant le transfert des compétences. Selon le cabinet de conseil Bearing Point, la nécessité d'anticiper les pertes de compétences liées au départ est le premier critère pour agir selon 70% des DRH des 500 plus grandes entreprises.

## « Troisième » partie de carrière

L'enquête de Bearing Point (menée en novembre et décembre 2010) montre par ailleurs que les politiques RH ont intégré une nouvelle notion : la « Troisième » partie de carrière, période qui doit être identifiée en amont pour anticiper l'évolution professionnelle. C'est l'exemple finlandais qui fait du préventif, en agissant sur les quadras aussi bien que sur les quinquas, avec des formations professionnelles spécifiques pour maintenir leur employabilité ou les aider à évoluer dans leur poste ou leur métier. Les entreprises sont donc bien conscientes des tenants et aboutissants. Reste que seuls 35 % des DRH interrogés disent appliquer déjà des dispositifs spécifiques pour favoriser l'emploi des seniors. Les obstacles sont d'ordre culturel : culture de sortie précoce du marché du travail et stéréotypes sur l'âge.

**Avec un taux d'emploi des 55-64 ans à 39%, contre 70% en Norvège ou en Suède, la France reste l'un des plus mauvais élèves d'Europe en la matière. Deux études montrent cependant des efforts, sous forme diverses, de la part des entreprises.**

À noter que depuis un décret du 20 mai 2009, les entreprises sont tenues de présenter ce type de dispositions, à défaut, une pénalité de 1% sur la masse salariale leur est appliquée. Elles étaient au nombre de 250, indiquait à la mi-septembre l'ex-secrétaire d'Etat à l'Emploi, Laurent Wauquiez qui précisait que 33.900 plans ou accords d'entreprise avaient été conclus.



# L'entrepreneuriat au féminin : comment les choses évoluent-elles ?

Le regard de **Corinne Dillenseger**, rédactrice en chef de **Maviepro.fr**, site d'informations et de conseils dédié à la vie professionnelle des femmes.

**Les femmes ne représentent toujours que 30 % des créateurs d'entreprise et 27 % des dirigeants de PME/TPE, des chiffres qui stagnent depuis 20 ans. Comment expliquez-vous cette situation ?**

Je l'explique par un certain nombre d'obstacles dus à l'environnement socioculturel et au contexte économique et financier auxquels sont confrontées les femmes. Ces freins ont été répertoriés il y a un an dans un rapport du Conseil Economique, Social et Environnemental présentée par Geneviève Bel, membre de la délégation aux Droits des femmes et à l'égalité des chances entre hommes et femmes. Je n'en citerai que quelques-uns : le poids des préjugés qui amène les femmes à s'autocensurer, à douter de leur capacité, à se croire moins capables qu'un homme de créer une entreprise ; leur difficulté à concilier vie familiale et vie d'entreprise, principal obstacle évoqué par les entrepreneuses ; la frilosité des banques vis-à-vis des TPE en particulier lorsqu'elles sont dirigées par des femmes ; la prudence des apprenties créatrices face à l'emprunt, à la taille et à la croissance de leur pro-

jet ; leur manque de connaissance vis-à-vis des structures d'accompagnement et d'aide que sont par exemple les réseaux.

**Pensez-vous que les quotas dans les conseils d'administration, instaurés par la loi, vont faire bouger les choses ?**

Je l'espère. Il est vrai que la loi concerne les femmes pouvant prétendre aux postes de gouvernance de quelques 2 000 sociétés, et non l'ensemble des salariées et des entreprises, mais c'est déjà un premier pas. Comme ces postes sont majoritairement détenus par les hommes et que les bonnes intentions pour débloquer cette situation ne suffisent plus, cette loi peut avoir un effet moteur.

D'autant qu'il semblerait que les femmes qui occupent des postes de dirigeantes soient aussi celles qui affirment le plus leur envie de créer...

**Quelles seraient selon vous les autres pistes à explorer pour booster l'entrepreneuriat féminin dans notre pays ?**

Les pistes sont connues : plus de soutien, d'accompagnement, de formation, de tutorat, de suivi personnalisé et ceci à toutes les étapes de la création, de la phase de démarrage à la troisième année de développement ; une plus grande communication autour des soutiens financiers à l'entrepreneuriat féminin (FGIE, prêts à la création, microcrédit...) ; une sensibilisation des banquiers à l'entrepreneuriat féminin ; davantage de structures d'accueil pour les enfants avec des droits identiques à ceux des salariées, plus de visibilité aux



27%

des dirigeants  
de PME/TPE  
sont des femmes...

femmes ayant réussi leur parcours de chef d'entreprise... Dans ce domaine, je constate le lancement ces dernières années de plusieurs concours visant à récompenser des entrepreneures même dans les quartiers difficiles : Prix Power Starter, Prix de l'entrepreneuse, Prix de l'entrepreneuse responsable, Prix de la mompreneuse de l'année, Diversitelles Business Awards. Toutes ces initiatives valorisent l'image de la femme chef d'entreprise et contribuent à combler le déficit de rôles-modèles féminins entrepreneuriaux.

### Et si tout cela était au fond une affaire de culture et d'éducation, comme on l'observe dans les filières scientifiques. La France ne reste-t-elle pas plus « macho » que d'autres pays en la matière ?

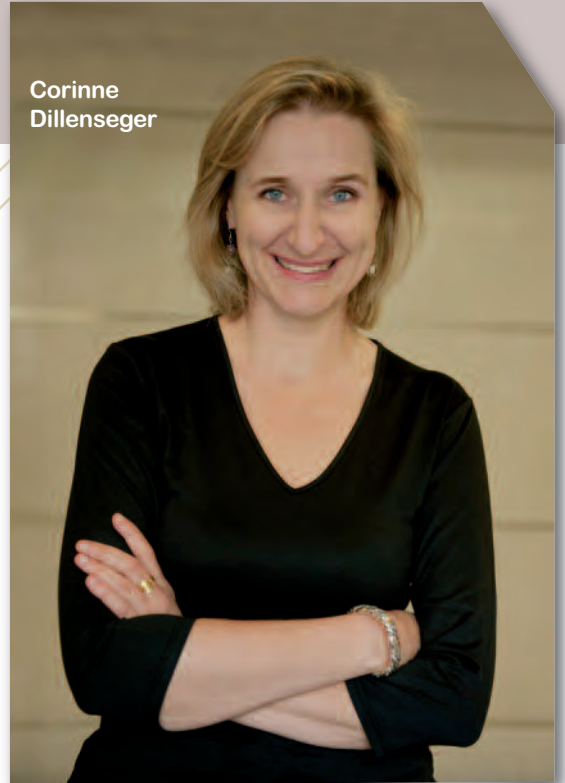
Il est largement admis que l'entrepreneuriat est un bastion masculin, au même titre que les métiers techniques, industriels ou scientifiques. Alors oui, le contexte socio-éducatif et culturel influence les préjugés vis-à-vis de ces orientations professionnelles. Les stéréotypes sont tenaces sur les compétences « masculines » ou « féminines » qu'il faut « soi-disant » avoir pour bien exercer certains métiers, dont celui d'entrepreneur, alors même qu'aucune preuve scientifique n'atteste un quelconque déterminisme biologique entre les deux sexes. Mais c'est pourtant cette chape de plomb inconsciente et collective qui amène bon nombre de femmes à éviter de s'engager vers l'entrepreneuriat. La solution serait d'agir en amont par exemple en éliminant les représentations

sexuées stigmatisantes dans les livres pour enfants et dans les manuels scolaires.

### Sur le terrain de l'égalité professionnelle, comment la situation évolue-t-elle ?

Elle évolue... peu. Les faits et les chiffres sont têtus. Les femmes sont toujours plus touchées que les hommes par le chômage, elles sont près de deux fois plus souvent au Smic que les hommes, elles sont 83% parmi les travailleurs à temps partiel, elles ne sont que 32% à accéder à la formation continue contre 45% pour les hommes, le plafond de verre est toujours aussi prégnant, les inégalités salariales persistent - les femmes gagnent en moyenne par mois 25% de moins que les hommes -... Les lois et les accords sur l'égalité professionnelle ont peu d'impact : 5% des accords de branches abordent le thème de l'égalité professionnelle (0,4% en 2002), 7,5% des entreprises (déclarant un délégué syndical) ont signé un accord Egalité professionnelle, 46 entreprises (surtout de grands groupes) estampillées du label Egalité se sont engagées à réaliser des actions concrètes en matière d'égalité professionnelle... Bref, le bilan n'est pas très brillant alors même que les femmes représentent près de la moitié de la population active !

Sources : Rapport préparatoire à la concertation avec les partenaires sociaux sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, juillet 2009 ; rapport sur l'entrepreneuriat au féminin du Conseil économique, social et environnemental, septembre 2009)

Corinne  
Dillenseger

Pour en savoir plus :  
[www.maviepro.fr](http://www.maviepro.fr)





Isabelle Capron  
Directrice Générale de  
l'épicerie fine FAUCHON.

**Isabelle Capron**  
a eu l'audace de  
construire la vie  
professionnelle  
qu'elle désirait.  
Aujourd'hui  
Directrice  
Générale de  
l'épicerie  
fine FAUCHON,  
cette grande  
marque du luxe  
à la française  
lui doit  
sa renaissance.



Pour en savoir plus :  
[www.fauchon.com](http://www.fauchon.com)

## Elle a sauvé FAUCHON...

Après avoir obtenu son diplôme HEC en 1979, son parcours l'amène d'abord à l'école du marketing lessivier chez Colgate Palmolive, puis à diriger le marketing chez Lanvin. En tant que Directrice Générale de l'agence de publicité FCB elle s'exerce aux grandes marques du « mass market », de la distribution et du luxe. Quand elle arrive à la tête du groupe FAUCHON en 2004, celui-ci est au bord du dépôt de bilan. Elle rejoint Michel Ducros, Président et propriétaire de FAUCHON, et lui propose une stratégie de repositionnement radicale sur le luxe alimentaire français, en amenant un style résolument moderne en phase avec son époque. Sa plus grande réussite est d'avoir, aux côtés et avec la confiance de Michel Ducros, sauvé cette maison en la maintenant française. « Cette marque de près de 125 ans appartient au patrimoine français et nous lui avons redonné ses lettres de noblesse. »

### Oser la rupture

L'obstacle principal pour y arriver a été l'ampleur du travail à accomplir « pour renaître ». Isabelle Capron et son équipe ont dû restructurer profondément l'entreprise (renouvellement des équipes, refonte des systèmes de gestion et d'information, organisation en centres de profit) tout en la modernisant (rénovation de boutiques, de toutes les lignes de produits, de l'identité et de l'image). Si les choix stratégiques ont à l'époque été critiqués, « aujourd'hui les chiffres parlent pour nous et nous sommes de plus en plus copiés, ce qui veut dire que nous faisons référence. ». Elle souligne avoir réussi à s'imposer non pas en tant que femme « mais en tant que Directrice Générale de FAUCHON qui a osé une stratégie de rupture. ». Maman de deux enfants, la proximité fami-

liale, une organisation huilée de garde à domicile et en particulier la disponibilité de sa mère l'ont beaucoup aidée. « J'ai voulu que ce ne soit jamais un obstacle à ma fiabilité professionnelle, car on ne peut prétendre aux responsabilités sans être disponible. ».

### Faire rayonner le savoir-faire

Aujourd'hui FAUCHON est en plein essor. Le développement de la marque en France et à l'international, à travers un réseau de boutiques franchisées, est en cours. Le groupe vient d'ouvrir une boutique à Bordeaux, s'est lancé dans la rénovation d'une autre à Monaco et a vu la naissance de son second magasin à Dubaï en janvier. D'autres ouvertures vont suivre notamment en France, au Moyen-Orient et en Asie. « Notre ambition est de faire rayonner le savoir-faire et l'excellence culinaire de notre pays dans le monde entier en valorisant les formidables talents des régions. Une ambition d'ambassadeur du goût français qui s'inscrit dans l'air du temps puisque le repas français vient d'être élu au patrimoine immatériel de l'Unesco. ».

En 2009, Isabelle Capron reçoit le prix trajectoires HEC au Féminin - une récompense très précieuse car décernée par l'école qui l'a formée. « Cette reconnaissance de mes pairs m'honore, m'encourage à continuer à entreprendre avec audace et illustre bien la belle devise de HEC <Apprendre à oser>. » HEC lui a donné les fondamentaux du business qu'elle a su combiner avec sa créativité pour créer de la valeur sur les marques. En 2010, Isabelle Capron a aussi reçu le Prix « Femmes en or » - une grande fierté « que j'ai partagée avec les équipes de FAUCHON car il récompense un travail collectif original et enfin reconnu ».



# « Le conseil d'administration de **NRJ GROUP** est composé de 50% de femmes »



Maryam Salehi,  
Directrice Déléguée Générale  
du Groupe NRJ et membre  
du conseil d'administration.

Avocate de formation, cette femme de 46 ans est Directrice Déléguée Générale du Groupe NRJ et membre du conseil d'administration. Après avoir exercé sa profession initiale jusqu'en 1997, elle rejoint NRJ en qualité de Directeur Juridique. Aujourd'hui, elle participe de manière opérationnelle à la mise en œuvre de la stratégie et du développement du Groupe. Pour elle sa formation d'avocat est précieuse, car elle permet à la fois d'anticiper les éventuels problèmes et de les prévenir en amont, de favoriser le dialogue et l'échange, de trouver des solutions avec pragmatisme et d'avoir une vision sur les éléments clés de la vie d'un groupe telles que les ressources humaines, les négociations, etc.

## Le projet « **CHERIE HD** »

En tant que femme Maryam Salehi n'a pas eu de difficultés particulières au sein du Groupe audiovisuel. Rien que le Conseil d'administration de NRJ GROUP - société cotée en bourse - est composé de 50% de femmes. « Là où je rappelle que dans les sociétés du CAC 40, il n'y a que 10,4 % ». Cette maman d'une fille travaille actuellement avec ses collaborateurs sur plusieurs dossiers de développement. « Celui qui me tient très à cœur, est la candidature à l'obtention d'une chaîne de télévision nationale en haute définition **CHERIE HD**. Ce serait une formidable chaîne orientée vers un public féminin sans être excluante pour les hommes ».

## Réussir le contrôle des coûts

Toutes les opérations de développement ont été de « formidables réussites collectives »,

souligne-t-elle : acquisition de Nostalgie, lancements de NRJ 12 et de NRJ Paris (1<sup>ère</sup> chaîne TNT en IDF) NRJ Hits (1<sup>ère</sup> chaîne musicale du cab/sat/ADSL), etc. « *Ma contribution peut-être un peu plus personnelle et récente au succès du Groupe a sans doute été la politique de contrôle des coûts, menée sous la direction de Jean Paul Baudecroux, qui nous a permis de traverser l'année 2009 et d'économiser près de 38 millions d'euros en deux ans.* »

Autre chantier, la progression des audiences des radios et TV. Les derniers résultats Médiamétrie ont consacré NRJ deuxième radio de France, avec plus de 5 600 000 auditeurs par jour et NRJ 12 avec plus de 38 millions téléspectateurs par mois. « *On peut dire que près de douze millions de français de 13 ans et plus, écoutent chaque jour une de nos radios.* » Si Maryam Salehi n'a pas du s'imposer, elle s'engage pour l'égalité. Elle a publié une contribution dans un grand quotidien économique sous le titre « *une Loi Ordinaire* » pour appuyer la proposition de Loi Copé-Zimmermann. « *Pourquoi ce titre ? Tout simplement pour dire qu'il n'a y a rien que d'ordinaire à demander à des entreprises d'une certaine taille, d'avoir d'abord 20% puis au bout de six ans, 40% de femmes au sein de leurs conseils d'administration ou de leurs conseils de surveillance alors qu'elles représentent plus de la moitié de l'humanité, plus de 52% de notre électorat et près d'un actif sur deux en France.* »

**Le secret de Maryam Salehi ?**  
« Beaucoup de travail, d'implication et de persévérance. »



Pour en savoir plus :  
[www.nrjgroup.fr](http://www.nrjgroup.fr)

# Le match des Tablettes



**Apple** a ouvert la danse en avril dernier en lançant l'iPad. Depuis, ses concurrents tentent de trouver la parade en sortant l'« iPadkiller », la tablette qui va détrôner celle de la firme à la pomme. Avec sa Galaxy Tab, **Samsung fait office de grand favori.**

## Question prix :

- L'iPad 3G est vendu à partir de 499 €.
- Le wifi+3G à partir de 599 €.
- La galaxy Tab, forcément wifi et 3G 699 €, couplée avec une offre d'opérateur, elle ne vaut plus que 299 €.

Au moment où l'enquête de l'agence GroupM révèle que la tablette d'Apple sert avant tout à regarder ses emails, naviguer sur les réseaux sociaux et s'informer, faut-il opter pour l'iPad au grand format, ou bien pour la Galaxy Tab de Samsung au format réduit et par conséquent davantage mobile ? Nous avons fait pour vous le point sur les avantages et les inconvénients de l'une et de l'autre.

## Un match serré entre équipements et applications.

Ordinateur portable, visionneuse de films, baladeur, navigateur Internet, liseuse de livres et de magazines en ligne, les deux tablettes répondent présentes sur les principales applications. Apple joue davantage la carte de l'innovation et du haut de gamme lorsque Samsung peut prétendre toucher un public plus vaste. Les deux tablettes diffèrent tout d'abord par leur taille. L'iPad affiche un écran de 9,7 pouces (22,86 cm de diagonale) contre 7 pouces (17,78 cm) pour la tablette Samsung. Le confort visuel de l'iPad est indéniable, mais question pratique on peut difficilement le glisser dans une poche. Samsung joue la carte de la mobilité avec son format réduit et un poids de 380 gr contre



© Samsung Galaxy Tab P1000 Product

« Un marché de  
**19,5 millions**  
de tablettes rien  
que pour 2010 »

680 g ou 730 g pour le modèle wifi et 3G de l'iPad. Pour ceux qui recherchent une tablette de salon, l'iPad est idéal, pour les autres mieux vaut opter pour le Samsung. L'écran tactile et la navigation se valent avec toutefois un avantage pour l'iPad.

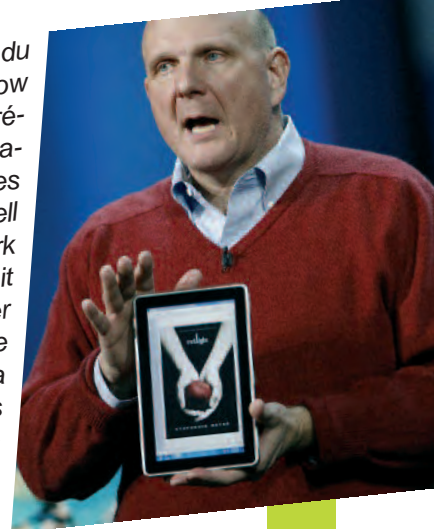
Question équipements la tablette Samsung reprend l'avantage en proposant une caméra et un appareil photo et en permettant la visioconférence. La table fait également office de smartphone voire de simple téléphone (en cas d'urgence uniquement, sauf si vous n'avez pas peur du ridicule...) Autre avantage, la connectivité avec port USB et lecteur de carte microSD, deux entrées absentes chez son concurrent. La galaxy Tab ouvre les portes de l'univers Google et de son système d'exploitation android lorsque l'Apple reprend celui conçu pour l'iphone et qui a déjà montré ses grandes qualités. Les utilisateurs d'android auront donc accès aux applications flash d'Adobe ce qui est totalement impossible sur l'iPad. Un petit tour sur les boutiques d'applications respectives permet à l'ipad de reprendre un avantage certain avec un choix et une rapidité de téléchargement très supérieur.



© Samsung

## Microsoft entre dans la bataille

L'éditeur de logiciels a profité du Consumer Electronics Show (CES), à Las Vegas, pour présenter ces deux nouvelles tablettes sous Windows 7. Elles devraient être produites par Dell et Samsung, selon le New York Times. Celle du coréen devrait même être dotée d'un clavier coulissant : de quoi en faire un parfait compromis entre la tablette et le notebook, sans garantie de succès pour autant.



**4E COUV**  
**PUB**  
**gnp**